

MARCHE PUBLIC DE SERVICES COURANTS

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES COMMUN A TOUS LES LOTS (CCAP)

(CCAP N° DIRMC_ESE_2020 du 17 décembre 2019)

Pouvoir adjudicateur

Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire
Direction Interdépartementale des Routes Massif Central

Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA)

M. Le Directeur interdépartemental des Routes Massif Central,
Par arrêté préfectoral PREF-DCPI-deleg2018-11-0545 du 5 /11/2018, portant
désignation du pouvoir adjudicateur des marchés de la Direction
interdépartementale des Routes Massif Central

Objet du marché

Maintenance préventive et curative des équipements tunnel et de tranchée couverte
de la DIR Massif Central et de leurs locaux associés

Remise des offres

Date limite de réception : 6 mai 2020 (heure locale de l'adresse du RPA)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

Pages

ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GENERALES.....	<u>4</u>
1-1. Objet du marché et Normes.....	<u>4</u>
1-2. Représentation du pouvoir adjudicateur et forme des notifications.....	<u>5</u>
1-3. Point de départ du délai d'exécution.....	<u>7</u>
1-4. Passation des commandes.....	<u>7</u>
1-5. Décomposition en tranches et en lots.....	<u>7</u>
1-6. Mesures de sécurité - Prestations intéressant la Défense - Obligation de discrétion.....	<u>8</u>
1-7. Contrôle des coûts de revient.....	<u>8</u>
1-8. Dispositions générales.....	<u>8</u>
1-9. Ordres de service.....	<u>11</u>
ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	<u>11</u>
ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES.....	<u>12</u>
3-1. Tranche(s) optionnelle(s).....	<u>12</u>
3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes.....	<u>12</u>
3-3. Variation dans les prix.....	<u>13</u>
3-4. Paiement direct des sous-traitants.....	<u>15</u>
ARTICLE 4. DUREE DU MARCHE ET DELAI D'EXECUTION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES.....	<u>16</u>
4-1. Durée du marché et délais d'exécution.....	<u>16</u>
4-2. Pénalités pour retard d'exécution.....	<u>16</u>
4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution.....	<u>16</u>
4-4. Primes pour réalisation anticipée des prestations.....	<u>17</u>
4-5. Interventions urgentes.....	<u>17</u>
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....	<u>18</u>

5-1. Retenue de garantie.....	<u>18</u>
5-2. Avances.....	<u>18</u>
ARTICLE 6. QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....	<u>19</u>
ARTICLE 7. PREPARATION ET EXECUTION DU MARCHE.....	<u>20</u>
7-1. Période de préparation.....	<u>20</u>
7-2. Programme d'exécution.....	<u>20</u>
7-3. Conditions d'exécution.....	<u>20</u>
7-4. Conditions d'intervention.....	<u>23</u>
7-5. Formation.....	<u>24</u>
7-6. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité.....	<u>24</u>
ARTICLE 8. CONTROLES, ADMISSIONS ET GARANTIES.....	<u>26</u>
8-1. Surveillance en usine, vérifications et essais.....	<u>26</u>
8-2. Admission.....	<u>26</u>
8-3. Garantie(s).....	<u>27</u>
ARTICLE 9. RESILIATION.....	<u>27</u>
ARTICLE 10. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION.....	<u>28</u>
ARTICLE 11. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	<u>28</u>

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GENERALES

1-1. Objet du marché et Normes

Les prestations, objet du présent marché, concernent :

la maintenance curative et préventive des équipements des tunnels et des tranchées couvertes de la DIR Massif Central et de leurs locaux associés avec la mise en place d'astreinte 24h/24, 7j/7.

Elles sont soumises aux dispositions du décret n° 92-158 du 20 février 1992 complétant le Code du Travail, articles R.4511-1 à 11, R.4512-1 à 16, R.4513-1 à 13, R.4514-1 à 10, R.4515-1 et 4 à 11.

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants :

Lot	Département	CEI	CIGT	Ouvrage / Route
1 – Maintenance préventive et curative des équipements (hors équipements HT, ventilation et onduleurs) des tunnels et tranchées couvertes de la DIRMIC et de leurs locaux associés	Lozère	Antrenas	Issoire	Tunnel de Montjézieu / A75
	Hérault	Le Caylar	Clermont l'Hérault	Tunnel du Pas de L'escalette / A75
	Hérault	Clermont l'Hérault	Clermont l'Hérault	Tunnel du Rocher de la Vierge / A75
	Cantal	Murat	Issoire	Tunnel du Lioran / RN122
	Ardèche	Aubenas	Clermont l'Hérault	Tunnel de Baza / RN102 et la Tranchée Couverte de Labégude
	Haute-Loire	Cussac-Le Puy		Tranchée Couverte d'Ours-Mons Le Puy-en-Velay

2 – Maintenance préventive et curative des équipements Haute Tension des tunnels du Lioran, de l’Escalette et du Rocher de la Vierge, et leurs locaux associés	Cantal	Murat	Issoire	Tunnel du Lioran / RN122
	Hérault	Le Caylar	Clermont l’Hérault	Tunnel du Pas de L’escalette / A75
	Hérault	Le Caylar	Clermont l’Hérault	Tunnel du Rocher de la Vierge / A75
3 – Maintenance préventive et curative des équipements de ventilation et de contrôle atmosphère des 5 tunnels de la DIR MC et de leurs locaux associés	Lozère	Antrenas	Issoire	Tunnel de Montjézieu / A75
	Hérault	Le Caylar	Clermont l’Hérault	Tunnel du Pas de L’escalette / A75
	Hérault	Le Caylar	Clermont l’Hérault	Tunnel du Rocher de la Vierge / A75
	Cantal	Murat	Issoire	Tunnel du Lioran / RN122
	Ardèche	Aubenas	Clermont l’Hérault	Tunnel de Baza

Les prestations font l'objet d'accords-cadres à bons de commande conformément aux dispositions des articles L.2125-1 1° et R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du CCP.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

La référence des normes applicables figure dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1-2. Représentation du pouvoir adjudicateur et forme des notifications

1-2.1. Représentation du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter le RPA auprès du titulaire :

1. Le chef de service ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :

- a) Réception des communications du titulaire avec le pouvoir adjudicateur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications du pouvoir adjudicateur faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG) ;
- b) Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG) ;
- c) Signature et notification, en tant que représentant du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 25 du CCAG).

2. Le chef de district (Nord, Centre ou Sud) du CEI concerné pour assumer les fonctions suivantes :

- a) Réception de la demande de paiement (article 11.6 du CCAG) ;

- b) Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.7 du CCAG) ;
- c) Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;
- d) Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;
- e) Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (articles 23 et 24 du CCAG).

1-2.2. Notification des décisions

Dans le cas où les notifications au titulaire devraient être effectuées à une adresse différente de celle figurant dans l'acte d'engagement, le titulaire est tenu de fournir l'adresse avant la notification du marché.

1-2.3. Notifications par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques

La notification au titulaire des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les conditions suivantes :

- a) Si la décision ou l'information fait courir un délai en mois ou en jours :
Dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé réception du titulaire dans les conditions définies à l'article 3.2.1 du CCAG. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu 24 heures après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.
- b) Si la décision ou l'information fait courir un délai en heures :
Dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé réception du titulaire. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé réception dans un délai qui ne devra pas excéder 1 heure. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu 1 heure après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.
- c) En utilisant les fonctionnalités de la plateforme de dématérialisation du pouvoir adjudicateur permettant l'envoi de courrier ou document par voie électronique avec avis de réception et horodatage des échanges.
Dans ce cas, les délais commenceront dès réception de l'accusé réception par le titulaire de l'échange électronique.

Par réciprocité, la notification au représentant du pouvoir adjudicateur ainsi qu'aux personnes désignées dans les pièces particulières ou générales du marché, des informations ou transmissions du titulaire qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les mêmes conditions que celles décrites ci avant.

1-3. Point de départ du délai d'exécution

Par dérogation à l'article 13.1.2 du CCAG, le délai de la période de préparation part de la date précisée dans l'ordre de service pour la commencer ou de la date de notification de cet ordre de service si celle-ci est postérieure.

Le bon de commande précise les conditions d'exécution. Il sera dérogé à l'article 13.1.2 du CCAG dans le cas où le délai d'exécution du bon de commande partirait de la date précisée dans la décision du RPA pour commencer l'exécution de celui-ci.

1-4. Passation des commandes

Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commandes signés par :

toute personne ayant une délégation de signature en vigueur

Par dérogation au 3-1 du CCAG FCS, les bons de commande pourront être adressés pendant les jours et heures ouvrables, du lundi au vendredi de 8h00 à 19h00 exceptés les jours fériés, par télécopie ou par courrier électronique.

Chaque bon de commande précise :

- La désignation et la catégorie des produits ;
- La quantité commandée par catégorie ;
- Les prix unitaires et/ou forfaitaires ;
- Le montant par catégorie de produits ;
- Le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- Le mode de conditionnement ;
- Le mode de transport ;
- Le lieu d'exécution/de livraison et la zone géographique concernée par référence à l'annexe au CCTP/CCP ;
- Le délai d'exécution/de livraison ;
- La référence du marché.

Le pouvoir adjudicateur confie au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché précisée à l'article 3-1 de l'acte d'engagement, l'exécution de la totalité des prestations ci-dessus définies, suivant commandes faites au fur et à mesure des besoins.

1-5. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Le besoin homogène de fournitures est alloué, les fournitures sont réparties en 3 lots désignés ci-après qui sont traités par **marchés à lots séparés** :

Désignation des lots	
Lot n°1	Maintenance préventive et curative des équipements (hors équipements haute-tension, ventilation et onduleurs) des tunnels de l'A75, du Lioran, de Baza et des tranchées couvertes de Labégude et d'Ours-Mons et de leurs locaux associés
Lot n°2	Maintenance préventive et curative des équipements Haute Tension des tunnels du Lioran, de l'Escalette et du Rocher de la Vierge et leurs locaux associés

Désignation des lots	
Lot n°3	Maintenance préventive et curative des équipements de ventilation et de contrôle atmosphère des 5 tunnels de la DIRMC et de leurs locaux associés

1-6. Mesures de sécurité - Prestations intéressant la Défense - Obligation de discrétion

1-6.1. Mesures de sécurité

Sans objet.

1-6.2. Dispositions relatives aux prestations intéressant la "Défense"

Sans objet.

1-6.3. Obligation de discrétion

Sans objet.

1-7. Contrôle des coûts de revient

Sans objet.

1-8. Dispositions générales

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

1-8.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 32.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1-8.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1-8.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-8.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 46.3 du CCAG.

1-8.3. Assurances

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9-2 du CCAG, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations au pouvoir adjudicateur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande du pouvoir adjudicateur, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

1-8.4. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-8.3. ci-dessus.

1-8.5. Clauses sociales et environnementales

1-8.5.1. Clauses sociales

Sans objet.

1-8.5.2. Clauses environnementales

Les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

1-9. Ordres de service

L'ordre de service est la décision du pouvoir adjudicateur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

Les ordres de service sont notifiés par le représentant du pouvoir adjudicateur, désigné lors de la notification du marché, au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG.

ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi (**daté et signé par les représentants habilités des parties**).;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG) approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009 (NOR ECEM0816423A) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- La liste des prix ;

- Le mémoire technique demandé au règlement de consultation y compris le Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Élimination des Déchets de Chantier (SOSED)

ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3-1. Tranche(s) optionnelle(s)

Sans objet.

3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes

3-2.1. Contenu des prix

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

3-2.2. Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans la liste des prix.

3-2.3. Modalités du règlement des comptes du marché

Le titulaire n'accepte pas la carte d'achat.

Le montant des sommes dues sera établi sur la base de constats contradictoires entre le représentant du titulaire et le RPA.

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles 11 et 12 du CCAG. La périodicité des règlements sera mensuelle.

3-2.4. Modalités de transmission et de paiement

3-2-4-1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que:

- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET de l'Etat
- Le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché »
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».

3-2-4.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

En l'absence d'obligation du titulaire de recourir à la facturation électronique, le point de départ du délai global de paiement est la date de réception de la demande de paiement par le RPA.

3-3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, la variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues ou primes.

3-3.1. Les prix sont révisables par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.

3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

3-3.3. Choix des index de référence

Les index de référence **I** choisis en raison de leurs structures pour la révision des prestations faisant l'objet du marché sont :

Index	Désignation
ICHT-IME	Coût horaire du travail -industries mécaniques et électriques
TRTP	Transports routiers pour les Travaux Publics

Ces index sont publiés :

- sur le site internet de l'INSEE ;
- au Bulletin Officiel du ministère en charge du calcul des index BTP ;

Les index de référence sont appliqués aux prix suivants :

Index	Prix
ICHT-IME	L'ensemble des prix
TRTP	L'ensemble des prix

3-3.4. Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision C_n est donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + 0,85 \times (I_{n-6} / I_{0-6})$$

La révision des prix est effectuée au mois anniversaire de chaque nouvelle année avec :

I_{0-6} = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix moins 6 mois ;

I_{n-6} = Valeur de l'index de référence I prise au mois de la date fixée par la périodicité de mise en œuvre de la clause de révision moins 6 mois.

Avec $I = 0,2$ (TRTP) + $0,8$ (ICHT-IME)

Le coefficient de révision, et la liste de prix en découlant, seront proposés par le titulaire un mois avant la date anniversaire. Cette proposition fera l'objet d'une validation formelle du RPA.

3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir

adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;

- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par le maître de l'ouvrage. Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

3-4. Paiement direct des sous-traitants

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du CCP complétées par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

ARTICLE 4. DUREE DU MARCHE ET DELAI D'EXECUTION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES

4-1. Durée du marché et délais d'exécution

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

4-2. Pénalités pour retard d'exécution

4-2.1. Pénalités pour retard d'exécution

Par dérogation à l'article 14-1.3 du CCAG FCS, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

- Délais d'intervention :

Concernant les délais d'intervention, dans le cas d'une intervention urgente ou normale, le titulaire du présent marché s'expose à l'application d'une pénalité de 200,00 € HT par heure de retard dans la première journée (plafonné à 1600,00 € HT). Puis les jours suivants, la pénalité est de 1000,00 € HT par jour de retard.

Dans le cas d'une intervention courante, les stipulations du CCAG FCS sont applicables.

- Délais d'indisponibilité d'un équipement ou d'un groupe d'équipements :

Dans le cas d'une intervention préventive, le titulaire du présent marché s'expose à l'application d'une pénalité de 50,00 € HT par heure de retard par rapport au temps d'indisponibilité indiqué dans la procédure, temps décompté à partir de la 1^{ère} coupure de l'équipement.

- Retard dans la levée de la restriction de circulation ou de la réouverture de l'ouvrage :

Dans le cas où est constaté un dépassement d'horaire impliquant le maintien d'un balisage ou d'une fermeture d'ouvrage pour le compte des prestations du titulaire, celui-ci s'expose à l'application d'une pénalité de 2000,00 € HT par demi-heure de retard.

4-2.2. Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts

Sans objet.

4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution

Sauf disposition contraire, les pénalités et retenues définies ci-après sont applicables à tous les bons de commandes.

4-3.1. Pénalité pour retard d'intervention

Sans objet.

4-3.2. Pénalité pour dépassement de la durée d'intervention

Sans objet.

4-3.3. Pénalité pour indisponibilité

Sans objet.

4-3.4. Pénalité pour non remise en état des lieux

Le titulaire est tenu de respecter la propreté des locaux ou emplacements du pouvoir adjudicateur.

En cas de non remise en état des locaux ou emplacements du pouvoir adjudicateur après exécution des prestations, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 €.

4-3.5. Retenue pour non remise de documentation

En cas de retard dans la remise de la documentation visée à l'article 7-3.9, le titulaire subit une retenue forfaitaire de 300 €.

4-3.6. Pénalité relative aux obligations en matière de sécurité des travailleurs

En cas de non-respect par le titulaire des prescriptions de l'article 7-6 du présent CCAP, une pénalité journalière de 150 € est appliquée, après constatation par le chef de l'entreprise utilisatrice ou son représentant habilité et sans mise en demeure préalable, tant que le titulaire ne remplit pas ses obligations.

4-3.7. Pénalité relative à la mise à disposition de matériels par le pouvoir adjudicateur

Sans objet.

4-3.8. Clauses sociales

Sans objet.

4-3.9. Autres pénalités diverses

Pénalité relative au non-respect des conditions d'intervention sous circulation :

Dans le cas d'une intervention en dehors des horaires imposés par l'exploitant ou sans avis de l'exploitant sur les modalités d'exécution ou sur des voies circulées non protégées par un balisage de l'exploitant, le titulaire du présent marché s'expose à l'application d'une pénalité forfaitaire de 1 000 € HT par infraction constatée.

4-4. Primes pour réalisation anticipée des prestations

Sans objet.

4-5. Interventions urgentes

Pour les interventions de maintenance curative :

- délai d'intervention urgent ou DI4 correspondant à une arrivée sur site sous 4 heures à compter de la prise en compte de l'appel par le titulaire ; ce délai s'applique 24 heures/24 et 7 jours/7 ;
- délai d'intervention normal ou DI8 correspondant à une arrivée sur site sous 8 heures à compter de la prise en compte de l'appel et/ou du fax par le titulaire ; ce délai s'applique 24 heures/24 et 7 jours/7 ;
- délai d'intervention non spécifié ou DINS qui correspond à un délai (> 4jours) convenu d'un commun accord entre le titulaire et la DIR MC.

Les interventions dites urgentes sont déclenchées sur simple appel téléphonique ou message électronique de l'une des personnes habilitées à le faire à l'une des personnes désignées à l'article 3-2 de l'acte d'engagement et confirmées par bon(s) de commande.

Elles impliquent la mise en place d'une astreinte 24h/24. Un numéro unique doit être donné au maître d'ouvrage (article 3-2 de l'acte d'engagement). Le titulaire s'organise pour que ce numéro puisse joindre la personne compétente susceptible de prendre en charge le dépannage.

Les interventions dites normales sont déclenchées sur simple appel téléphonique ou message électronique de l'une des personnes habilitées à le faire à l'une des personnes désignées à l'article 3-2 de l'acte d'engagement et confirmées par bon(s) de commande.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5-1. Retenue de garantie

Sans objet.

5-2. Avances

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial HT du bon de commande est supérieur à 50 000 € et sa durée d'exécution supérieure à deux mois. Elle n'est due que sur la base du montant des bons de commande diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à un pourcentage du montant initial TTC du bon de commande du lot si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à ce même pourcentage de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Le pourcentage est fixé à :

Lot	①
Lot n°1	20 %
Lot n°2	20 %
Lot n°3	20 %

① % du montant initial TTC du bon de commande du lot.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.4 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du bon de commande du lot.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande du lot atteint 65 % du montant initial TTC du bon de commande du lot. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 20 %, le seuil de déclenchement du remboursement de l'avance est abaissé à 50 %.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des **titulaires groupés conjoints**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Les dispositions du présent article s'appliquent, au marché reconductible, sur le montant de la période initiale et aux marchés reconduits, sur le montant de chaque reconduction.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le sous-traitant peut présenter au pouvoir adjudicateur sa demande d'avance. Il joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant, par dérogation à l'article 11.1, le montant des prestations qu'il doit exécuter ainsi que leur durée d'exécution exprimée en mois.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RPA. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 6. QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au pouvoir adjudicateur avec tous les documents justificatifs, dans les 30 jours qui suivent la notification du marché.

Dans le cas de normes françaises non issues de normes européennes, la conformité des produits à ces normes françaises peut être remplacée par la conformité à d'autres normes en vigueur dans d'autres états membres de l'Union européenne si elles sont reconnues comme équivalentes.

Dans le cas de référence à des marques de qualité françaises (marque NF ou autre), le titulaire du marché pourra proposer au pouvoir adjudicateur des produits qui bénéficient de modes de preuves en vigueur dans d'autres états membres de l'Union européenne, qu'il estime équivalents et qui sont attestés par des organismes accrédités (par des organismes signataires des accords dits « EA » ou à défaut fournissant la preuve de leur conformité à l'EN 45 011). Le titulaire du marché devra alors apporter au pouvoir adjudicateur les éléments de preuve qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence. Les deux clauses précédentes n'amoindrissent en aucune manière le fait que la norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au pouvoir adjudicateur avec tous les documents justificatifs, dans les 30 jours qui suivent la notification du marché.

ARTICLE 7. PREPARATION ET EXECUTION DU MARCHE

7-1. Période de préparation

sans objet

7-2. Programme d'exécution

Sur demande de l'une ou l'autre des parties, un programme d'exécution est établi en commun.

7-3. Conditions d'exécution

7-3.1. Dispositif de sécurité

Le titulaire qui, pour son intervention, a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement.

Les dispositifs de sécurité mis en place par le titulaire pour son intervention personnelle (échafaudage de façade, filet de protection ...) ne peuvent être déplacés ou modifiés que par celui-ci.

7-3.2. Installation des chantiers du titulaire

Sans objet.

7-3.3. Prise en charge des matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire – Stockage, emballage, et transport

A - Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire

Sans objet.

B - Stockage, emballage, et transport

Sans objet.

7-3.4. Signalisation du site à l'égard de la circulation publique :

La signalisation des sites d'intervention dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique est réalisée par les Centres d'exploitation et d'intervention de la DIRMC :

- CEI d'Antrenas pour le tunnel de Montjézieu
- CEI du Caylar pour les tunnels du Pas de l'Escalette et du Rocher de la Vierge
- CEI de Murat pour le tunnel du Lioran
- CEI d'Aubenas pour le tunnel de Baza et les tranchées couvertes de Labégude
- CEI de Cussac Le Puy pour la tranchée couverte d'Ours-Mons

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation sur l'autoroute A75 et les routes RN 102, RN 122 et RN 88 sera réalisée par les CEI concernés par l'ouvrage.

La signalisation des chantiers doit être conforme à l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière :

* Livre I signalisation des routes, définie par l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;

* Livre II signalisation des autoroutes

La signalisation au droit des travaux est prise en charge par le pouvoir adjudicateur qui assure la fourniture, la mise en place, la maintenance et le repliement des dispositifs nécessaires.

Le titulaire doit soumettre à l'agrément du pouvoir adjudicateur les moyens en personnels, véhicules et matériels de signalisation qu'il compte utiliser.

Le personnel doit obligatoirement porter un vêtement de signalisation à haute protection conforme à la norme EN 471 de classe 3 ou 2.

Les parties latérales, avant, arrière ou saillantes de véhicules opérant habituellement sur la chaussée à l'intérieur du chantier sont marquées de bandes rouges et blanches rétro réfléchissantes.

Véhicules de classe II : AK5 grande gamme + tri-flashes+ 2 gyrophares

Les véhicules et engins de chantier progressant lentement et stationnant fréquemment sur la chaussée doivent être pourvus de feux spéciaux prévus à l'article 122 paragraphe c : matériels mobiles alinéa 2 \propto feux spéciaux \propto de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière \propto livre I \propto 8ème partie : signalisation temporaire du 6 novembre 1992.

7-3.5. Maintien des communications

Sans objet.

7-3.6. Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des locaux qui n'exigent pas son intervention.

Le titulaire doit fournir au pouvoir adjudicateur, dans le délai de 8 jours à dater de la notification du marché, la liste nominative du personnel. Cette liste est tenue à jour lors de tout mouvement de personnel.

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel du pouvoir adjudicateur. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable du pouvoir adjudicateur.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des locaux qui n'exigent pas son intervention.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

Le titulaire met en place à ses frais l'ensemble des moyens conformes à la bonne exécution de ses prestations, notamment :

- L'outillage ;
- Les équipements de manutention ;
- Les échelles, échafaudages, plates-formes, platelages ;

- Les protections ;
- Les matériels de télécommunication ;
- Les tenues de travail ;
- Tous les moyens pour assurer l'astreinte

7-3.7. Mise à disposition de matériels par le pouvoir adjudicateur

Sans objet.

7-3.8. Prise en charge et restitution des installations et de la documentation

Sans objet.

A - Prise en charge des installations

- Le titulaire déclare avoir pris connaissance du dossier descriptif technique des installations et des conditions particulières de la maintenance depuis la mise en service des équipements.
- Le titulaire déclare être parfaitement informé de la constitution des locaux, des ouvrages et de la connaissance des matériels et équipements à entretenir.
- Il déclare prendre en charge les installations sans réserve.

B – Restitution des installations

Le titulaire s'engage à laisser, en fin d'exécution du marché, les matériels ou équipements en état normal d'entretien ou de fonctionnement.

Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des matériels ou équipements est établi à la fin de l'exécution du marché avec la présence éventuelle du nouveau titulaire désigné ou de tout expert retenu par le pouvoir adjudicateur.

C – Prise en charge et restitution de la documentation des installations

Pour la prise en charge des documents, un inventaire des notices et des documents remis au titulaire est effectué par le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire s'engage à restituer, en fin d'exécution du marché, toute la documentation remise lors de la signature du marché. Un procès-verbal contradictoire constitue l'état du dossier restitué.

Tous les frais de reproduction, de remise en état ou de reconstitution sont à la charge du titulaire.

7-3.9. Documentation technique

Le titulaire s'engage à fournir au plus tard à la livraison et sans supplément de prix toute la documentation et ses éventuels rectificatifs rédigée en **langue française** nécessaire à une utilisation et un fonctionnement correct des fournitures livrées et leurs maintenances éventuelles.

7-3.10. Revendications des tiers

Sans objet.

7-4. Conditions d'intervention

Sans objet.

7-4.1. Nature des interventions

Maintenance préventive ou corrective sur les équipements.

La nature des prestations est également définie dans le CCTP.

7-4.2. Initiatives

Les niveaux d'interventions sont également définis dans le CCTP.

Les interventions dites urgentes sont effectuées sur simple appel téléphonique ou message électronique de l'une des personnes habilitées à le faire à l'une des personnes désignées à l'article 3-2 de l'acte d'engagement et confirmé par bon(s) de commande.

Elles impliquent la mise en place d'une astreinte 24h/24. Un numéro unique doit être donné au maître d'ouvrage (article 3-2 de l'acte d'engagement). Le titulaire s'organise pour que ce numéro puisse joindre la personne compétente susceptible de prendre en charge le dépannage.

Les interventions dites normales sont effectuées sur simple appel téléphonique ou message électronique de l'une des personnes habilitées à le faire à l'une des personnes désignées à l'article 3-2 de l'acte d'engagement et confirmé par bon(s) de commande.

7-4.3.Période

Par dérogation à l'article 27.2.1 du CCAG FCS, les interventions s'effectuent à l'intérieur de la plage horaire définie ci-après et appelée « période d'intervention » :

- du lundi au vendredi de 8h à 19h pour les interventions dites « courantes » ou pour les interventions entrant dans le cadre de la maintenance préventive
- 24h/24, 7j/7 pour les interventions entrant dans le cadre de la maintenance corrective (interventions urgentes ou normales)

7-4.4.Délai d'intervention

Le décompte du délai imparti au titulaire pour répondre à une demande d'intervention ne court que pendant la période d'intervention définie ci-dessus, ces délais d'intervention sont de :

- 4 heures 24h/24, 7j/7 pour les interventions dites « urgentes »
- 8 heures 24h/24, 7j/7 pour les interventions dites « normales »

7-4.5. Durée d'intervention

La durée d'intervention est définie comme suit :

C'est la durée entre le moment où le titulaire est prévenu du dysfonctionnement de l'équipement et le moment de la remise en état définitif ou provisoire permettant un fonctionnement en mode dégradé et donc le passage à un niveau inférieur dans le PIS. Ce délai intègre le diagnostic de panne.

7-4.6. Obligations auxquelles doit se soumettre le titulaire lors des interventions

Dès son arrivée sur le site, le titulaire devra établir sans délai une procédure d'intervention en précisant la nature de la panne, la durée estimée de la réparation et les difficultés éventuelles rencontrées (approvisionnement des pièces de rechange par exemple) et le transmettra pour visa à l'exploitant immédiatement pour la prise de mesures d'exploitation appropriées.

Avant l'intervention, le titulaire doit tenir informé l'exploitant de son arrivée sur le site.

Dès son arrivée, il doit informer l'exploitant de son temps de présence (heure d'arrivée, heure de départ) et d'absence éventuelle.

Dans la mesure où le prestataire peut disposer des pièces nécessaires, l'intervention sera continue et le prestataire ne quittera le site d'intervention qu'après avoir effectué la maintenance corrective.

7-4.7. Documents à établir après intervention

Les documents suivants doivent être remis après intervention :

rapport de visite préventive, rapport d'intervention curative, rapport d'activité semestrielle, constat ou plans et schémas.

7-5. Formation

Sans objet.

7-6. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité

Il est fait application des dispositions suivantes :

- Les dispositions des articles R.4511-1 à 11, R.4512-1 à 16, R.4513-1 à 13, R.4514-1 à 10, R.4515-1 et 4 à 11 du Code du Travail n'ont pas pour effet d'affecter les règles relatives aux responsabilités respectives des chefs d'entreprises à l'égard de leur propre personnel ;
- Les dispositions de l'arrêté du 26 avril 1996 pris en application de l'article R.4511-9 du code du travail et portant adaptation de certaines règles de sécurité applicables aux opérations de chargement et de déchargement effectuées par une entreprise extérieure, sont mises en œuvre ;
- Dans la suite du présent article et en application de l'article R.4511-9 du Code du Travail, le terme "chef d'entreprise" s'applique au chef d'entreprise ou à son représentant habilité.

L'entrepreneur doit prendre toutes les dispositions nécessaires afin de respecter ses obligations en matière de sécurité et de protection de la santé.

- Les prestations objet du présent marché concernent des prestations sur le réseau existant ouvert à la circulation. Le risque né de l'exploitation est le risque principal, celui de co-activité est considéré comme accessoire, mais ne doit pas être négligé. Ces prestations sont exclues du champ d'application de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993. Les dispositions du décret n°92-128 du 20 février 1992 s'appliquent.

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation sur l'autoroute A75 et les routes RN 102 et RN 122 sera réalisée par les CEI concernés par l'ouvrage.

La signalisation des chantiers doit être conforme à l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière :

* Livre I signalisation des routes, définie par l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;

* Livre II signalisation des autoroutes

La signalisation au droit des travaux est prise en charge par la personne publique qui assure la fourniture, la mise en place, la maintenance et le repliement des dispositifs nécessaires.

Le titulaire doit soumettre à l'agrément de la personne publique les moyens en personnels, véhicules et matériels de signalisation qu'il compte utiliser.

Le personnel doit obligatoirement porter un vêtement de signalisation à haute protection conforme à la norme EN 471 de classe 3 ou 2.

Les parties latérales, avant, arrière ou saillantes de véhicules opérant habituellement sur la chaussée à l'intérieur du chantier sont marquées de bandes rouges et blanches rétro réfléchissantes.

Véhicules de classe II : AK5 grande gamme + tri-flashes+ 2 gyrophares

Les véhicules et engins de chantier progressant lentement et stationnant fréquemment sur la chaussée doivent être pourvus de feux spéciaux prévus à l'article 122 paragraphe c : matériels mobiles alinéa 2 – feux spéciaux – de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière – livre I – 8^{ème} partie : signalisation temporaire du 6 novembre 1992.

7-6.1. Dispositions à prendre au lancement du marché :

A - Echange d'informations

Dans un délai de 10 jours à compter du début du marché les chefs d'entreprises destinataires et transporteurs se communiquent par écrit :

- Toutes les informations et indications utiles à l'évaluation des risques de toutes nature générés par les opérations répétitives de déchargement dans le site destinataire ;
- Les mesures de prévention des risques et de sécurité qui doivent être observées à chacune des phases de l'opération.

B - Protocole de sécurité

Conformément à l'article 2 de l'arrêté du 26 avril 1996, un protocole de sécurité remplace le plan de prévention prévu aux articles R.4512-6 et 8 à 11 et suivants du code du travail.

7-6.2. Dispositions à prendre pendant l'exécution des prestations sur le site d'accueil

Les chefs d'entreprises mettent en œuvre les mesures prévues par le protocole de sécurité.

7-6.3. Surveillance médicale des salariés

Aucune stipulation particulière.

ARTICLE 8. CONTROLES, ADMISSIONS ET GARANTIES

8-1. Surveillance en usine, vérifications et essais

8-1.1. Surveillance en usine

Sans objet.

8-1.2. Vérifications quantitatives

Elles sont effectuées dans un délai de 8 jours suivant la fin de chaque commande par le représentant du pouvoir adjudicateur.

8-1.3. Vérifications qualitatives

Les pièces fournies par le titulaire sont réputées intégralement contrôlées et exemptes de tout défaut d'aspect ou fonctionnel. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute vérification qu'elle jugerait utile à cet égard pendant et après l'exécution des prestations.

Le titulaire s'engage à remplacer sans délai, à la demande du pouvoir adjudicateur toute pièce reconnue non conforme.

8-1.4. Essais

Sans objet.

8-2. Admission

Par dérogation à l'article 25.1 du CCAG, l'admission des prestations est prononcée dans les conditions suivantes :

Une admission est prononcée à l'issue des opérations de vérification de chaque commande.

8-3. Garantie(s)

8-3.1. Garantie des prestations

Par dérogation à l'article 28-2 du CCAG, les conditions de garantie des prestations sont les suivantes :

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre toutes les revendications des tiers relatives aux brevets, licences, dessins et modèles, marques de fabrique ou de commerce et tout autre titre de propriétés intellectuelles ou industrielles des prestations faisant l'objet du présent marché.

Si le pouvoir adjudicateur est victime d'un trouble dans la jouissance des prestations exécutées, le titulaire doit prendre immédiatement les mesures propres à le faire cesser.

Les conditions de garantie des prestations sont les suivantes :

Le matériel est garanti pièces et main d'œuvre, intervention sur site ou retour en usine, contre tout défaut de matière ou vice de fabrication, pendant 1 an à compter de la date de constat d'aptitude.

Pendant cette période, le titulaire assure à ses frais, la réparation ou le remplacement des pièces défectueuses.

Les pièces reprises deviennent la propriété du titulaire. Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée, est fixé par décision du pouvoir adjudicateur après l'avoir consulté.

8-3.2. Garantie de suivi de la documentation

Sans objet.

8-3.3. Garantie particulières

Sans objet.

8-3.4. Garantie des vices cachés

En complément de l'article 28 du CCAG, les fournitures livrées dans le cadre de l'exécution du présent marché sont garanties contre les vices cachés selon les dispositions des articles 1641 et 1648 du code civil.

ARTICLE 9. RESILIATION

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RPA des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 32.1 h) du CCAG.

Est notamment considérée comme cas de force majeure, aux termes de l'article 31.1 2^{ème} alinéa du CCAG, l'interdiction d'exporter édictée par le gouvernement du pays d'origine du matériel ou en cas de restrictions apportées à la circulation des marchandises étrangères par le Gouvernement français.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 32 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 32.2 du CCAG, la résiliation du marché par décision du pouvoir adjudicateur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 30.2 du CCAG.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

ARTICLE 10. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION

Sans objet.

ARTICLE 11. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG :

CCAP 1-3	déroge à l'article	13.1.2 du CCAG
CCAP 1.4	déroge à l'article	3.1 CCAG
CCAP 1-8.3	déroge à l'article	9.2 du CCAG
CCAP 2	déroge à l'article	4.1 du CCAG
CCAP 3-3	déroge à l'article	14.1.2 du CCAG
CCAP 4.2.1	déroge à l'article	14.1.3 du CCAG
CCAP 7.4.3	déroge à l'article	27.2.1 du CCAG
CCAP 8-2	déroge à l'article	25.1 du CCAG
CCAP 8-3.1	déroge à l'article	28.2 du CCAG
CCAP 9	déroge à l'article	32.2 du CCAG